

La Lettre du C.D.E.S.

BULLETIN DU RESEAU

COMBAT SYNDICALISTE

I.S.S.N. : 1240 - 0009 * C.P.P.A.P. : 721171 * N° 26 * 10 Francs
* DECEMBRE 93 - JANVIER 94 *

1994 : LES PREDICTIONS



LES PAUVRES
TOUJOURS
PLUS PAUVRES
ooo

ooo LES RICHES
ENCORE PLUS
RICHES ooo

ET SI TU VEUX
QUE ÇA CHANGE
REMUE-TOI !!
oo

TOULOUSE : Vivre dans les quartiers. P.T.T. :
Au delà de la privatisation. **ETUDIANTS :**
Tournez manège ! **DEBAT :** 29 heures hebdo,
84 000 F. par an ? **SOCIETE:** Tchador... le retour.

avis à la population

• PLUS JAMAIS CA

Jeudi 7 octobre, Sofiane, 16 ans, a été froidement abattu d'une balle dans le dos dans une "casse" par le propriétaire et ses employés. Six jours plus tôt, la cour d'assises de la Haute-Garonne avait acquitté le propriétaire de restaurant qui avait abattu dans le dos Fernando en septembre 91...

Un homme peut-il ôter la vie à un autre homme - à un enfant - parce qu'il a tenté de lui voler, sans violence envers lui, un de ses "biens" (un tas de ferraille dans le cas de Sofiane) ? Certaines associations de commerçants répondent "oui", oubliant, pour la circonstance, que nombre d'entre eux volent sans gêne leurs clients ou la collectivité (au niveau des impôts par exemple). Comme le disait un manifestant lors du cortège de protestation contre l'assassinat de Sofiane :

"Si tous les commerçants qui ont volé une fois un client devaient être abattus, il n'y en aurait pas beaucoup de vivants".

Face aux cow-boys à la gachette facile, des amis, des parents, de Fernando, Mustapha, Philippe et Sofiane (quatre jeunes abattus dans des circonstances similaires à Toulouse), ont décidé de créer le collectif **"Plus jamais ça"** pour que les trois procès à venir ne se concluent pas par des acquittements et que d'autres jeunes ne soient pas victimes de la folie sécuritaire.

Le collectif appelle à un rassemblement un samedi par mois, de **15 à 16 heures place du Capitole**. Les prochains rendez-vous sont fixés aux samedis **18 décembre, 29 janvier, 26 février**.

(Voir également l'article "Vivre dans les quartiers")

• RESISTANCE A LA MILITARISATION

Du 1er au 4 avril auront lieu à Vaour, dans le Tarn, des journées placées sous le thème "Résistance à la Militarisation, Perspectives Internationales".

Depuis quelques années, nous avons assisté, consternés, à des guerres dans le Golfe, en Somalie, en ex-Yougoslavie... plus de quaran-

MODE D'EMPLOI

• C.N.T. : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. A travers son C.D.E.S. (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), l'Union régionale de Toulouse de la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste" ce bulletin tous les deux mois.

Les Jeunes libertaires se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.

• NOTRE ADRESSE :

C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE

• POUR NOUS CONTACTER :

N'hésitez pas

- à passer aux permanences :

C.N.T., C.D.E.S., le samedi de 17 à 19 heures,

Jeunes libertaires, le samedi de 15 à 17 heures,

- à nous téléphoner : 61 52 86 48 (répondeur)

- à participer au débat "à bâtons rompus", le 1er vendredi de chaque mois à 20 h 30.

• POUR VOUS ABONNER, POUR ACHETER NOS BROCHURES :

Utilisez le C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse.

• TARIF DE L'ABONNEMENT A "LA LETTRE DU C.D.E.S.-Combat Syndicaliste" :

Un an ; abonnement normal : 50 francs.

Un an ; abonnement de soutien : 100 francs et plus.

te conflits armés sont actuellement dénombrés dans le monde. Un lien entre l'humanitaire et le militaire se développe, permettant de justifier l'intervention armée au nom... des droits de l'homme ! Les médias transforment les situations de guerre en spectacle ...

Nous publierons le programme de ces journées, organisées par le C.O.T. avec la participation de plusieurs organisations dont la C.N.T. dans notre prochain N°, mais, dès à présent, retenez ces dates importantes. Contacts : COT, B.P. 229, 81006 ALBI Cedex, Fax : 63 35 72 11

• GALETTE LIB'

Le samedi 29 janvier 94, nous partagerons chez des compagnons ariégeois une "Galette libertaire". Une bonne occasion de prendre un bol d'air, de discuter librement, et, si le temps s'y prête, de faire une randonnée. Si vous êtes intéressé, contactez le C.D.E.S.

• A BATONS ROMPUS

Mercredi 10 novembre s'est tenu au C.D.E.S. une réunion débat "à bâtons rompus" sur "LES LUTTES ET LA PRECARITE"

Parmi les personnes présentes, de nombreux jeunes et des personnes intéressées par notre mouvement à des titres divers. Dans les sujets abordés, l'actualité, Air France, les postiers de Toulouse, les lycéens-étudiants... puis le volet précarité, traité par un compagnon en contrat de travail à durée déterminée et par un autre compagnon "contrat emploi / solidarité". Le partage du travail a été abordé, mais les participants ont compris que cette réunion n'apportait pas de solution pré-établie mais que chacun était porteur d'une partie de la réponse. Cela a entraîné un dialogue fructueux et ouvert. Des liens supplémentaires ont été noués autour du "pot" de fin de soirée. Ce débat convivial, et qui pourrait paraître bon enfant, fait partie d'un de nos principes, celui de la réappropriation par tous de la parole et de l'affirmation de son autonomie.

Cette réunion était la première d'une série qui se tiendra chaque premier vendredi du mois au local.

Prochain rendez-vous, vendredi 7 janvier 94 à 20 heures 30 à notre adresse.

• SUITE DES INFOS EN PAGE 11

VIVRE DANS LES QUARTIERS

Habitants les quartiers de Jolimont, d'Amouroux, de la banlieue nord, certains d'entre nous avons été victimes, par le passé et parfois récemment, d'actes de délinquance (vols, bris de voiture, par exemple).

Pourtant, contrairement à ce que prétendent les députés de la Haute-Garonne (toutes tendances politiques confondues), qui réclament à corps et à cris une nouvelle augmentation des effectifs de police, nous pensons que cela n'empêchera rien, et que, au contraire, vu le manque de sang-froid de certains fonctionnaires de police, cela ne pourrait que faire empirer les choses.

Il existe bel et bien un malaise grandissant dans nos cités et, dans les conversations, les préoccupations économiques (chômage, menaces de licenciement, injustices sociales...) tiennent le haut du pavé.

Ce malaise, ces préoccupations, touchent directement, de plein fouet les plus jeunes, d'autant que, comme nous allons le voir, on dirait que tout est fait pour que se détériore leur environnement.

Les établissements scolaires publics, notamment à Jolimont, voient leurs conditions se dégrader : manque de

moyens, manque de personnel, sur-effectifs...

Tout cela fait que, dès les premières années de l'école primaire s'établit une distinction entre les élèves "intéressants" et ceux qui sont jugés "irré récupérables" !

Ces derniers sont rapidement livrés à eux-mêmes. Ils rejoignent quelque bande et, au fil des années, s'enfoncent dans la violence et l'illégalité. Force est de constater que les trois

ser de ces actions.

Dernièrement, un projet aussi simple que peu coûteux - puisque les jeunes étaient prêts à fournir la main-d'oeuvre - a été abandonné "faute de moyens". Il s'agissait d'aménager un terrain de basket de rue : un pot de peinture blanche et deux panneaux sont des investissements "trop onéreux" pour aider des jeunes en grande difficulté !

Les collectivités trouvent cela trop cher, ces mêmes collectivités qui ne se gênent pas pour augmenter les impôts locaux et se lancer dans des projets dispendieux et pour le moins ... imprécis !

Il en est ainsi de la construction, abandonnée avant d'avoir été achevée, que l'on peut apercevoir en bordure de la rocade : un bâti-

ment futuriste, construit spécialement pour abriter une collection d'art moderne (celle de la Fondation Inard) et qui, actuellement sans portes, fenêtres ni tableaux se cherche une nouvelle destination. On parle d'y loger un musée de l'espace... mais à vrai dire, personne ne sait que faire de ce bâtiment tarabiscoté. Par contre, tous les Toulousains vont devoir mettre la main à la poche pour combler le déficit : 850 millions de francs pour cette année !

Nous sommes à l'évidence devant des choix déraisonna-

• SUITE AU VERSO



foyers du secteur (ceux de la Gloire, de l'Hers et de Jolimont), dont la tâche est justement de venir en aide à ces jeunes en voie de marginalisation, de les accueillir, de leur donner une chance, voient chaque année leur moyens se réduire.

La municipalité, le conseil général, le ministère de la jeunesse et des sports, qui devraient soutenir des projets éducatifs dans lesquels les jeunes mettent la main à la pâte (projet d'atelier de réparation de mobylettes, projet de réfection des locaux par les jeunes eux-mêmes...) semblent se désintéres-

VIVRE...

• SUITE DU RECTO

bles. On refuse le strict nécessaire aux quartiers, et on jette l'argent de la collectivité par les fenêtres ! Tout cela aboutit à des situations de tension. Un enfant de seize ans en est mort.

Les propos simplistes, l'appel à l'augmentation des effectifs de police, le venin raciste, ... sont exactement l'inverse de ce dont nous avons besoin pour vivre. Nous demandons, nous, que l'on donne des moyens suffisants et nécessaires aux structures d'accueil scolaires et péri-scolaires et que l'on développe les programmes éducatifs.

De même, puisque l'on parle tant de "violences", nous nous permettons de signaler que la circulation routière dans les quartiers nords nous soumet à des dangers permanents et graves. Aller à l'école à vélo route de Paris, c'est risquer la chute tous les mètres (les nids de poule y sont monstrueux). Traverser le boulevard pour prendre le métro à la station Jolimont est un exploit pour une personne âgée : il n'y a pas assez de marquage ni de protection réelle ! Quant au boulevard des crêtes, on attend toujours la piste cyclable.

Que ceux qui n'ont que le mot de "sécurité" à la bouche prennent leurs responsabilités. Qu'ils améliorent la sécurité routière et donnent à nos quartiers les moyens de vivre décemment.

Des habitants du secteur Nord

vous me suivez au commissariat

Mercredi 20 octobre, 12 h 40. Je rentre de la rue du Temple où je viens d'acheter des jouets pour l'anniversaire de mon fils. Il a deux ans dimanche. En bicyclette, je roule doucement vers mon domicile, rue de Sévigné. Pour éviter de faire un long détour, j'emprunte sur 13 mètres la rue Malher en sens interdit.

Deux îlotiers m'interpellent et me demandent mes papiers d'identité. Je ne les ai pas dans mon sac. Mais nous sommes à 20 mètres de chez moi. Je propose de m'y rendre immédiatement et de les rapporter, laissant en gage ma bicyclette. Refus "Vous me suivez au commissariat". Je manifeste calmement mon indignation. Mon fils est à la crèche. Combien de temps resterai-je à la police ? Qui ira le chercher ?

Un des policiers, particulièrement nerveux et brutal, m'attrape par le bras : "Maintenant ça suffit. Au commissariat". Devant la brasserie le Dôme, rue St Antoine, un attroupement commence à se former. Les îlotiers pris à partie par les consommateurs ne sont plus maîtres d'eux-mêmes. Par talkie-walkie ils demandent d'urgence une voiture de police dans laquelle on me précipite sans ménagement.

13 heures. Commissariat central du IV^{ème} arrondissement. Une vingtaine de policiers en tenue. Certains fument. Nerveuse, j'allume une cigarette moi aussi. Un gradé m'intime l'ordre de l'éteindre.

"Pourquoi ? ici tout le monde fume" "On est chez nous. Pas vous. Eteignez ça." J'obtempère. 13 h 40. Pressée par les deux îlotiers dans un fourgon. Direction

centre de police judiciaire et administrative du IV^{ème} arrondissement, rue de Rivoli. Un gradé m'annonce que je suis en garde à vue pour 24 heures. On fouille mon sac, on compte mon argent, on me fait retirer lacets de chaussure, ceinture, montre, chaîne. Je suis enfermée dans une cage de verre avec un homme, en garde à vue lui aussi ? Un policier nous surveille. Je pleure. On me demande si je désire voir un médecin ou un avocat et avertir un proche.

Le père de mon enfant vient déposer ma pièce d'identité. Je ne peux ni le voir ni lui parler. Une inspectrice me conduit dans une pièce où une autre femme est déjà présente. Elle passe des gants de gynécologie "Déshabilitez-vous. Entièrement".

Je dois m'exécuter. Mes chaussettes sont examinées, mon soutien-gorge, mes chaussures, mon pull... Je dois me placer dos à elle, appuyée sur une table, les jambes écartées. Elle regarde avec les gants si je n'ai rien en moi. J'ai froid, je demande à me rhabiller. Elle prend une chaussette qu'elle palpe longuement. Elle me la jette à la figure. Elle prend son temps, me jette l'autre de la même façon. Le reste de mes vêtements, un à un, lentement, je les reçois également à la figure. J'ai un calmant dans mon sac. Je demande à le prendre. Refus.

Trois nouveaux policiers viennent me chercher. On m'attache des menottes dans le dos, une fourgonnette me conduit aux urgences de l'Hôtel-Dieu. Un médecin me prescrit un calmant. Retour au commissariat central. Reprise de la garde à vue.

Un inspecteur me fait savoir que si je signe la déposition, je sors dans une heure. Je signe sans savoir. Pour sortir.

17 heures. Je suis remise en liberté.

EMMANUELLE CUAU
Paris.

Ce témoignage a été publié dans le journal "Le MONDE" daté du samedi 6 novembre 1993



TOURNEZ MANEGE ! (1)

Comme chaque année, 1993 aura donc eu "son" mouvement étudiant de rentrée. Toutefois, comparé aux crus 86 ou 90, c'est une petite année. On pourrait expliquer le manque de dynamisme par le fait que le secteur étudiant n'est certainement pas le plus sinistré de la société.

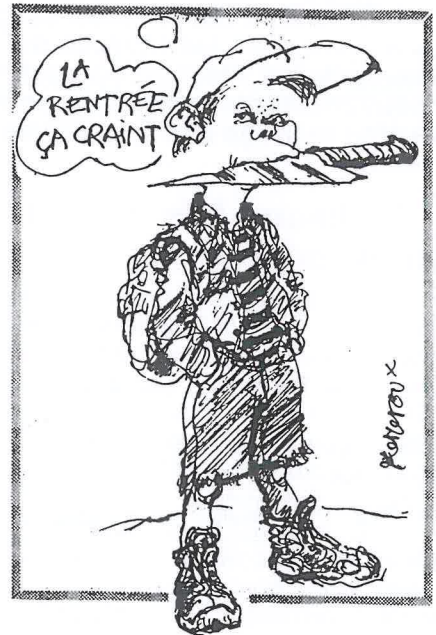
Pourtant, les conditions d'enseignement sont souvent invivables ; et les étudiants, qui ne sont pas tous des fils de bourgeois connaissent aussi des problèmes de subsistance. De plus, leur nombre a atteint les deux millions cette année, et ils savent très bien qu'à la sortie de la fac, d'ici 3 à 5 ans, ils n'auront pas tous un travail correspondant à leur formation.

En fait, si le mouvement a été si faible, cette année, on peut penser que c'est parce qu'il a été artificiellement monté par les différentes organisations politiques de "gôche" et leurs fidèles syndicats (wouf, wouf) : P.S. et UNEF-ID (*1) d'une part, P.C. et UNEF-SE (*2) d'autre part, sans compter les gauchistes qui essayent de tirer la couverture à eux partout où ils le peuvent. Le but de l'agitation pour tous ces manipulateurs n'était pas tant de défendre les revendications sociales réelles des étudiants que de faire avancer un projet éminemment politique (pour ne pas dire politicien) : depuis un certain temps, nous assistons à de nombreuses manoeuvres en vue d'une recomposition de la gauche, autour des exclus du P.C. et du P.S., des écologachos, etc..

La même chose existe au niveau syndical avec le syndicalisme dit alternatif, qui n'est qu'une pâle copie médiocre de la C.F.D.T. des 70's. On sait ce que cela a donné... Jusqu'à maintenant, le milieu étudiant, bastion traditionnel de la gauche à poil mou ou à poil dur, était épargné. Mais il est clair qu'aujourd'hui certains voudraient recréer un seul grand syndicat étudiant, et, bien sûr, en prendre la direction.

Nous avons donc assisté à une union au sommet des deux UNEF, qui a montré son efficacité pour encadrer et diriger le mouvement ; ce qui explique qu'ils aient empêché toute expansion du mouvement. La base étudiante, qui se fout complètement des problèmes des partis politiques, aurait pu être beaucoup plus revendicatrice que ses "représentants" et, à l'exemple des ouvriers d'Air France, de Chausson ou des mineurs lorrains, ne pas se contenter de gentilles tables rondes entre gens responsables.

Pour illustrer nos propos, nous vous livrons, page suivante, avec un tract qui donne notre position sur les revendications étudiantes, un tract de la CLE/CNT (*3) de Caen, ainsi qu'une bande dessinée de nos compagnons de Tours qui décrivent, à la virgule près, ce que nous avons connu dans toutes les villes universitaires où sont implantés des militants des CLE/CNT ou des JL/CNT (de Grenoble à Rennes, en passant par Montpellier, Pau ou Besançon).



Que dans des villes aussi différentes et éloignées, on observe les mêmes phénomènes nous apparaît comme une preuve que le mouvement était impulsé "d'en haut" et avait été planifié depuis un certain temps (par le courant favorable à la "grande Unef).

En conclusion, nous n'attendons rien de bon des manoeuvres des syndicats réformistes qui protègent les intérêts de leurs partis et non ceux des étudiants.

Nous défendons l'union à la base de tous les exploités : chômeurs, étudiants ou travailleurs pour construire un autre futur ; car le problème universitaire ne saurait être résolu sans une transformation globale de la société.

Lucie,
JEUNES LIBERTAIRES,
CNT Toulouse

Les Jeunes Libertaires regroupent des jeunes qui, sans être forcément adhérents à la C.N.T., se reconnaissent dans ses grands principes, ses finalités, ses méthodes ; des jeunes qui ont des idées libertaires. Leur but est de propager leurs idées dans tous les milieux (jeunes travailleurs, chômeurs, lycéens, étudiants...). Ils décident collective-

jeunes libertaires ment toutes leurs interventions et cherchent en particulier à favoriser l'autogestion, le fédéralisme, l'anti-électorisme, l'anti-militarisme, la solidarité de classe et internationale, l'anti-étatisme, l'écologie, l'ins-tauration d'une société libertaire... **Une permanence a lieu chaque samedi de 15 à 17 heures, 7 rue St Remesy à Toulouse.**

(*0) - UNEF : Union Nationale des Etudiants de France.

(*1) - UNEF - I.D. : "UNEF Indépendante et Démocratique", dépendante, en toute démocratie du Parti socialiste,

(*2) - UNEF - S.E. : "UNEF Solidarité étudiante", solidaire surtout du P.C.

(*3) - CLE : Collectif Lycéen-Etudiant.

TOURNEZ MANEGE ! (2)

Toujours les mêmes dirigeants, toujours les mêmes slogans, toujours les mêmes méthodes de négociations stériles, toujours les mêmes compromis... Mais, au cours du récent mouvement étudiant, des voix se sont élevées pour dénoncer le petit manège des "syndicats" étudiants et approfondir les revendications.

• A chaque fois, c'est la même chose ...

... et ça continuera tant qu'on laissera les UNEFS diriger nos mouvements au lieu de nous auto-organiser pour les diriger par nous-mêmes, pour nous-mêmes. Nous considérons, comme beaucoup, qu'il n'y a pas de démocratie à l'heure actuelle dans le mouvement.

Les UNEFS en tentant de contrôler et d'étouffer nos mouvements cherchent à se mettre en avant, à permettre aux partis politiques pour lesquels elles roulent (le P.S. et le P.C. dont nous n'avons rien à foutre) de se donner un peu plus de poids à l'Assemblée Nationale.

Les UNEFS nous disent qu'il faut lutter, qu'il faut mettre la pres-

sion sur le gouvernement, mais, en fait, elles essayent d'étouffer les débats, elles empêchent la démocratie et n'organisent que des manifs bien récupérées, bien encadrées, bien tranquilles. Y en a marre des coups tordus.

Le 09/11, plutôt que de laisser une délégation auto-proclamée parler en notre nom au recteur, nous aurions dû OCCUPER en masse le rectorat. Là, oui, le message aurait été clair pour le pouvoir. Quand on veut vraiment défendre le droit à l'éducation, faire reculer la sélection omniprésente, obtenir de meilleures conditions d'étude et de vie, faut pas faire semblant de lutter ! N'est-ce pas, les UNEFS ?

Collectif Lycéen Etudiant
C.N.T. Caen

• A PROPOS DE L'A.L.S.

Peut-on raisonnablement défendre une "Allocation de Logement Social" qui permet à des fils de bourgeois de se payer des apparts à 3 000 balles et aux propriétaires d'augmenter les loyer ?

Vu le contexte économique et social, peut-on raisonnablement s'attacher à une aide sociale qui ignore les chômeurs, les travailleurs, les précaires ?

NON !

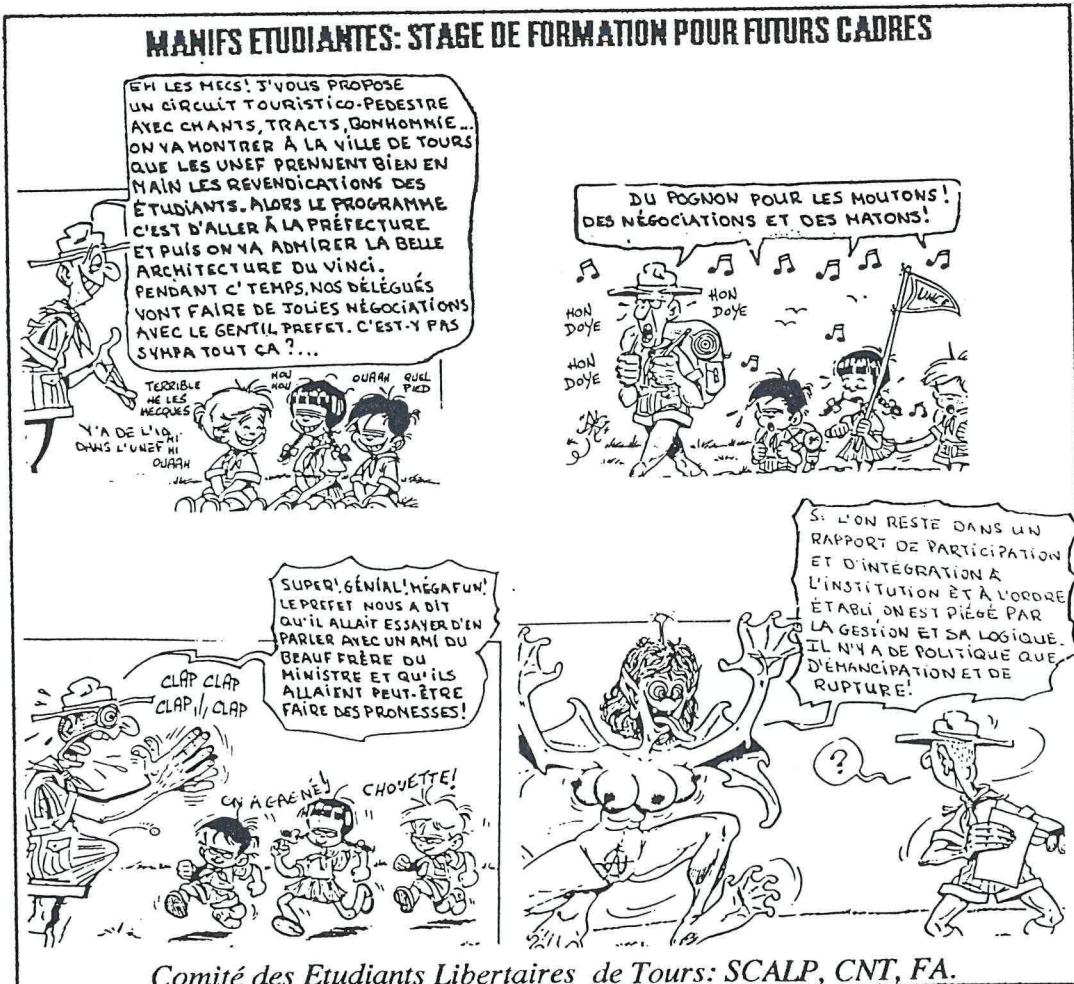
Pourtant, les étroits d'esprits diront qu'ils ne voient pas le rapport avec les problèmes étudiants. La réponse est simple : ils ne resteront pas à la fac toute leur vie.

Nous ne pouvons pas rester centrés sur nos intérêts particuliers. Nous devons réclamer **l'accès au logement et aux études pour tous, c'est-à-dire leur gratuité.**

En fait, c'est un jugement sur la société en général qu'il faut porter. Plus qu'un problème de budget (demandez-vous pourquoi celui de l'armée n'est pas touché) et de réforme, il s'agit d'une mauvaise organisation de la société, basée sur le profit, la compétitivité, l'inégalité... et dans laquelle un petit nombre, formant l'Autorité, asservit la masse par des lois, réformes, décrets.

Alors, pour un véritable changement, étudiants, travailleurs, chômeurs, bref tous les galériens, unissons-nous pour un combat contre l'Etat, sa morale et ses pratiques.

Jeunes libertaires
C.N.T. Toulouse



AU DELA DU STATUT ET DE LA PRIVATISATION

La réforme des P.T.T., entamée officiellement depuis janvier 1991 (bien avant en réalité), commence à faire sentir ses effets destructeurs sur les conditions de travail de ses agents. Les maîtres mots, **rentabilité et productivité**, trouvent leur application concrète dans cette détérioration et ont pour pendants **flexibilité et précarité**.



Désormais, nos horaires doivent se plier au trafic et leur coût doit être réduit. On voit dans les centres de tri et bureaux l'apparition de "**brigades boulangères**" (de 3 h. à 10 heures par exemple), la diminution des brigades de nuit trop chères, l'embauche de vacataires (appelés au coup de téléphone pour des salaires de misère entre 1 000 et 3 000 francs la plupart du temps et sans protection sociale !), et dernièrement, l'arrivée de C.E.S. (Contrats Emploi "Solidarité"), pratiquement gratuits pour l'exploitant.

La tactique de la Poste est d'attaquer bureau par bureau pour éviter une riposte de grande ampleur. Cela lui permet de laisser pourrir les situations locales même lorsque la résistance est coriace comme à Toulouse Recette Principale. A noter que l'automatisation permet de trier le courrier du Nord aussi bien à Paris qu'à Marseille, ré-

duisant l'impact d'une grève dure avec blocage. Le problème de l'isolement des luttes ne semble pas en voie de résolution pour au moins deux raisons essentielles :

La première, c'est que la portée de la Réforme, liée au Marché Unique Européen, n'a pas été bien saisie par la majorité du personnel. A ce titre, les syndicats dits représentatifs ont **alterné lutte contre la réforme et participation aux commissions d'application et autres conseils d'administration de celle-ci**, démontrant une nouvelle fois leur ambiguïté. Quant à S.U.D. (Syndicat issu de la C.F.D.T.), il est prétendant à entrer dans la cour des grands et s'illustre surtout par une surenchère revendicatrice avec la C.G.T. qui n'a vraiment rien à voir avec une critique de la société de classe.

Face à tous ces manoeuvriers, qui maintiennent l'ordre des choses, l'embryonnaire C.N.T. aurait très bien pu se faire entendre si elle n'avait été minée par de trublions personnages qui ne rêvent que de recoller les morceaux d'un syndicalisme agonisant, même paré d'"Alternative".

La deuxième raison, c'est qu'il n'existe pas de force suffisante capable de donner aux luttes un **réel contenu contestataire** dépassant la privatisation de la Poste et le Statut des fonctionnaires.

Comment ne pas voir que ce statut nous donne non seule-

ment la sécurité de l'emploi mais aussi l'obligation d'être régis en outre comme les flics, les matons et les militaires ?



Comment concilier les tâches de plus en plus parasitaires et mercantiles (vendeurs, démarcheurs de placement financier, distributeurs d'imprimés publicitaires qui encombrant les boîtes à lettres des usagers, etc...) avec une **réelle utilité sociale de communication** ?

Comment unifier le personnel en acceptant plusieurs statuts (auxiliaire et titulaire) et en **justifiant la hiérarchie salariale** ? Ces principes de base étant énoncés, il n'est pas question de nous réfugier dans une inaction de facilité ou de démission parce qu'un mouvement ne serait pas au départ porteur de ces "sous-entendus revendicatifs". Ainsi, nous participons activement au mouvement de grève du C.T.A. (Centre de Tri Automatisé) d'Amiens.

Syndicat C.N.T.-P.T.T AMIENS

POSTIERS CORIACES

Les postiers de Toulouse R.P. sont coriaces : ils ont tenu cinq mois. Cinq mois de grève pour imposer leur refus de voir leur horaire hebdomadaire augmenté et le service rendu aux usagers diminuer. Aujourd'hui ils reprennent le travail en ayant assez largement imposé leur point de vue, même s'ils n'ont pas gagné sur toute la ligne. La motivation des facteurs a été déterminante. Celle des centaines d'usagers qui les ont appuyés à l'appel des "Usagers Solidaires" (C.N.T., 7 rue St Remes, 31000) aussi.

EST-CE ACCEPTABLE?

Où est la véritable violence ? Est-elle dans l'immigration, les rues des villes, les voleurs de pomme, comme l'on tente de nous le faire croire, ou dans le pouvoir de l'Etat et ce qu'il nous impose ?

Un exemple parmi d'autres : le nucléaire.

Plusieurs organismes nationaux et internationaux de radioprotection ont calculé, chacun de leur côté, un **facteur de risque**, résultant de leur analyse propre de diverses études épidémiologiques. La plus retenue de ces études -et qui n'est pas la plus fiable- est le suivi de mortalité effectué par la RERF (*1) après les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki.

Ce **facteur de risque** représente le nombre de **cancers mortels supplémentaires** prévus dans une population d'un million d'habitants qui aurait reçu en moyenne l'équivalent de dose de 1 Rem durant une vie de 70 ans.

Le risque étant proportionnel à la dose reçue, ce facteur de risque servira de base de calcul afin de chiffrer le coût en vies humaines que la population devra payer suite à un accident majeur ou même du simple fait de l'utilisation "normale", dite pacifique, de l'énergie nucléaire.

Exemple d'utilisation de ce **facteur de risque** : peu après l'accident de Tchernobyl, les officiels soviétiques ont déclaré que les populations d'Ukraine, de Russie, de Biélorussie (représentant 75 millions d'habitants) recevraient en moyenne l'équivalent de dose de 3,3 Rem durant leur vie, chiffre probablement sous-estimé.

En prenant comme base de calcul le **facteur de risque** plus que modéré de la CIPR (*2) soit une valeur de 500, on peut donner une petite idée de la dimension réelle de la catastrophe à l'aide de l'opération suivante : $500 \times 75 \text{ millions d'habitants} \times 3,3 \text{ Rem} = 123\ 000 \text{ morts par cancer radio-induits supplémen-}$

taires suite à l'accident.

Le nombre réel sera très certainement beaucoup plus important. Mais que pourra faire la population face à cette guerre invisible, étalée dans le temps. D'autant qu'il est impossible de différencier un cancer radio-induit d'un autre cancer. Il n'est pas non plus possible de savoir qui sera touché par cette loterie, ni quand.

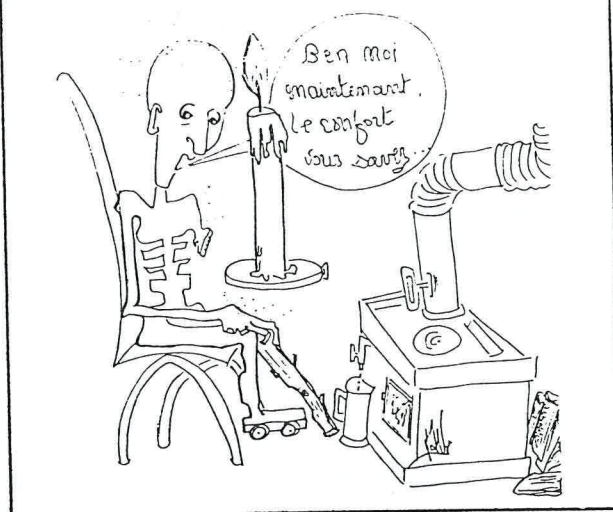
Viendront ensuite s'ajouter les tares génétiques, calculables elles aussi avec un autre facteur de risque.

Mais qui peut se servir réellement de ces données ; puisque le **facteur de risque** est pratiquement inconnu de la population, que seul un Etat ou un important organisme peuvent déterminer la **population touchée**, et qu'enfin, l'**équivalent de dose reçu par cette population** ne pourra être calculé que par des experts. La population n'aura pas d'autre choix que de s'en remettre à leur bonne volonté !

Depuis Tchernobyl, un syndicat des exploitants du nucléaire s'est créé : la WANO. Elle centralise et filtre toute l'information afin d'éviter en principe les contradictions et les dérapages mais elle diminue surtout les possibilités pour la population de s'apercevoir de ce qu'elle devra payer en contre partie d'un peu de confort.

Il est reconnu officiellement (depuis 1990 dans le rapport annuel de la CIPR) qu'il n'y a pas de seuil d'innocuité. En clair, cela veut dire qu'il n'y a pas de limite en-dessous de laquelle les rayonnements seraient inoffensifs pour l'organisme vivant. En contradiction avec ce fait, divers organismes décrètent des "**normes admissibles**" (*3), sous-entendant qu'il

TCHERNOBYL LE RETOUR



n'y aurait pas de danger en dessous. En réalité, le risque est chiffrable par l'application du **facteur de risque**. C'est cela que nos gestionnaires trouvent "acceptable" dans le développement de cette énergie !

Le risque d'accident majeur est lourd de conséquences. Mais l'utilisation courante de cette énergie, avec la dissémination de plus en plus importante de produits radioactifs n'en est pas moins inquiétante.

Il est de plus en plus visible que le choix du nucléaire n'est pas anodin. Le système capitaliste, dans sa forme pseudo-démocratique, a trouvé dans le nucléaire civil un moyen de perpétuer sa domination. L'air de rien, en nous rendant de plus en plus dépendant de son organisation, il nous rend malade et s'honore de nous soigner.

Populo

(*1) Commission américano-japonaise qui s'occupe du suivi de mortalité japonais suite aux bombardements.

(*2) Commission Internationale de Protection radiologique

(*3) Pour les travailleurs du nucléaire, la norme du CIPR est passée de 46 Rem/an en 1934 à 2 en 1990. Cela donne confiance dans les prévisions des spécialistes...

29 HEURES HEBDO, 84 000 FRANCS/AN ?

Le chômage, on en parle, on se désole, on s'inquiète... personne n'y peut rien.

Tous des hypocrites ! Les solutions existent, mais s'inscrivent contre les projets de la bourgeoisie, des bureaucraties politico-syndicales, de la techno-structure.

Le chômage est programmé, voulu et planifié par le système capitaliste, coïncé entre micro et macro économie. C'est la logique d'entreprise, contre la logique sociale, l'intérêt particulier du patron contre l'intérêt des salariés.

Le chômage n'existe pas que depuis 1974, il est inhérent, nécessaire. Il existe depuis la révolution industrielle.

Dans le passé, il conduisit à des explosions sociales.

Il y a plus d'un siècle, déjà, existaient l'équivalent des fameux C.E.S. (appelés alors "Ateliers Nationaux") et de l'ANPE, du moins il y eut tentative, car les anarchistes-syndicalistes surent à l'époque détourner les Bourses du Travail.

Le chômage est nécessaire au capitalisme, car il permet aux entreprises d'embaucher ou de débaucher selon leurs besoins.

Le salarié n'est pas, pour la comptabilité capitaliste un homme ou une femme. C'est une force de travail qui se vend ou s'achète, c'est une marchandise, un coût de production comme une machine, de la ferraille ou du pétrole.

L'objectif est clair : payer la force de travail le moins possible et en extraire le plus d'argent possible. D'ailleurs, la rentabilité de la force de travail se calcule et s'exprime pudiquement en "productivité horaire".

La force de travail étant une marchandise, elle s'inscrit dans l'économie de marché et se négocie selon deux critères :

A) - Les demandes d'emploi : plus elles sont fortes (situation de fort chômage), plus les patrons trouvent de la main-d'oeuvre, moins ils payent le salarié.

- B) : Les offres d'emploi (possibilités d'embauche) : plus elles sont élevées, moins on trouve de salariés, plus on les paye cher.

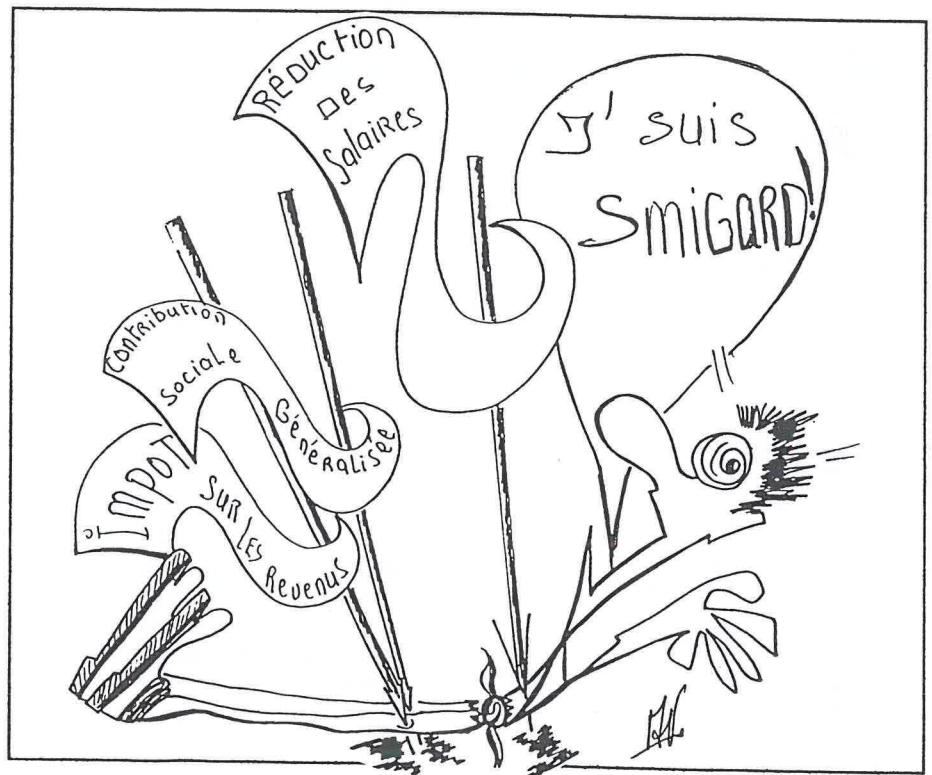
Le chômage permet donc la baisse généralisée du salaire. Remarquons, sur ce point, que ce qui divise la gauche et la droite n'est pas le rejet ou l'acceptation du cadre capitaliste. Nous avons pu le vérifier historiquement et sur la dernière décennie. **Ils sont tous partisans de l'économie de marché, des inégalités sociales et économiques, du chômage.**

D'un côté, les libéraux, maniaques du gain maximum, de hausses tendantielles du taux de profit, de plus de valeur ajoutée, de productivité, du libre jeu des mécanismes de marché. Tant pis pour le social. Et si ça coince, trouble l'ordre, fait des grèves, on réprime. Depuis Guizot, rien de nouveau.

De l'autre, des sociaux démocrates. Ils ont compris que le libéralisme économique, par sa logique brutale, débouche sur une crise sociale, de laquelle jaillissent des révolutions. Il faut donc introduire des négociations, des interventions. C'est par le biais de l'état que les modérations vont se faire. Le but de ces modérations: pérenniser l'alliance travail / capital qui maintient le système capitaliste, grâce au fameux consensus social. Le consensus, c'est simple : évitons l'agitation par une politique de salaires légèrement supérieure à celle des libéraux, et redistribuons des miettes aux pauvres. De toutes façons, le fric piqué aux salariés alimente les salaires indirects grâce aux prélèvements obligatoires (charges sociales, impôts).

Ce qui les divise, c'est le taux de profit qu'ils s'accordent pour conserver de hauts revenus. La différence est si mince qu'elle ne justifie pas que les travailleurs soutiennent l'un ou l'autre, bien au contraire. Inutile d'espérer de leur part une politique de chômage anti-égalitaire !

• SUITE AU VERSO



29 HEURES HEBDO, 84 000 FRANCS/AN ? (suite)

• SUITE DU RECTO

Il ne faut pas réduire la bourgeoisie aux seuls patrons, actionnaires et hauts fonctionnaires. Incorporons ceux qui, techniquement, vont rendre possible le profit, les cadres. Ceci constitue la techno-structure. On les trouve partout, dans les entreprises, les administrations, les organismes paritaires, les mutuelles... Hélas aussi, à la tête des organisations syndicales. Bien payés, ils tirent de leur fonction syndicale de nombreux privilèges.

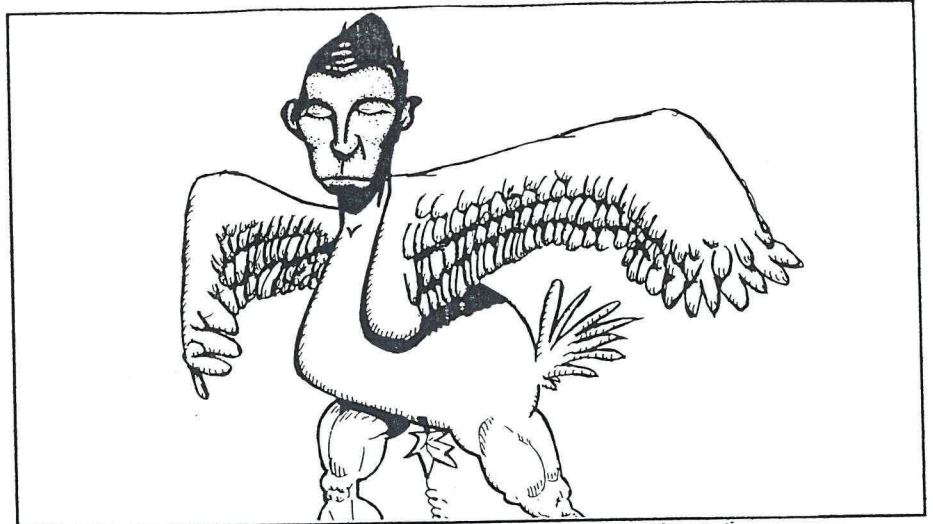
D'ailleurs, des patrons à l'Etat, les subventions directes ou indirectes, les chèques syndicaux, les petites places tranquilles ne sont que les remerciements de leurs propositions pour consolider le consensus social. Quand ils dénoncent le fait que l'on fasse payer la crise aux travailleurs, c'est surtout une façon d'admettre, de faire admettre qu'il y a **crise** et donc c'est inciter les travailleurs à diminuer leurs exigences pour sauver le consensus social.

La crise n'existe pas.

Certes, ils y a mutation permanente du capitalisme. Les chiffres qui suivent éclaireront le lecteur : en 1992, pour une population totale de 57 527 000 habitants, la *population active occupée* était de 22 330 000 et la population de *salariés occupés* de 19 011 000;

Conclusion : 19 à 22 millions de personnes assurent la production de l'ensemble des biens matériels. Sur eux sont prélevés les charges sociales, les impôts qui vont alimenter les budgets de l'Etat, des collectivités, des organismes sociaux.

Partant du principe que personne que personne ne peut profiter du travail d'un autre, que tous doivent, suivant leur compétence, participer à la production sociale et que le chômage est une arme qu'il faut ôter aux patrons ; il faut diviser le travail avec ceux qui sont disponibles pour un emploi. Combien sont-ils ?



En mars 92 il y avait à l'ANPE 3 200 000 inscrits auxquels il convient d'ajouter les *chômeurs déguisés* par l'emploi aidé par l'Etat qui paye tout ou partie du salaire. Ceux qui occupent les "**emplois aidés**" (Contrats de qualification, d'adaptation, SIVP, CES, Stages d'accès à l'emploi, de reclassement, Actions d'insertion...) sont 1 428 152.

Ajoutons les radiés, les non-inscrits, les SDF, les marginaux, les salariés à temps partiel, les 250 000 appelés du contingent...

Le chiffre de SIX MILLIONS avancé par de nombreux experts paraît très vraisemblable et nous le conserverons. Pour mémoire, rappelons le chiffre de 400 000 salariés en surcharge dans les entreprises, qui auraient dû aller grossir les chiffres de l'ANPE, pour lesquels Balladur a donné de la voix en expliquant aux patrons qu'il fallait attendre.

Conclusion : en laissant de côté les non-salariés (libéraux, indépendants...) car nous ne sommes pas là pour régler leurs problèmes de petits-bourgeois, on constate que, sur les 19 millions de salariés, la production est assurée par quelques 17 500 000 salariés à 39 heures par semaine.

Si on ajoutait à ces 17 millions et demi les quelques 6 millions de salariés potentiels que nous venons de décrire, on constate qu'une production identique à la production actuelle pourrait être assurée avec un horaire de 29

heures pour tous !

Bien sûr, il s'agit d'un calcul "en gros", mais, si des ajustements sont possibles et souhaitables, si la notion d'*emploi utile* doit être approfondie, il n'en reste pas moins que le cadre général est irréfutable : si le travail était partagé entre toute la population en état de travailler (chômeurs, chômeurs déguisés, salariés...), 29 heures environ pour chacun suffiraient pour assurer une production équivalente à celle d'aujourd'hui.

Il est intéressant d'appliquer le même raisonnement aux revenus.

En 1992, le Produit intérieur Brut était de 6 987 milliards, une fois déduits les divers prélèvements, cela donne 84 126 francs en moyenne pour *chaque* habitant. Ainsi, un couple avec un enfant devrait entrer trois fois cette somme, soit un total de *deux cent cinquante et quelques milles francs par an*.

Bien sûr, ce chiffre devrait également être affiné, mais il a le mérite de fixer clairement des repères pour nos revendications.

Sur la base des chiffres officiels de 1992, la division du travail, c'est 29 heures par semaine, le partage des richesses, c'est 84 000 francs par personne (enfants compris) et par an !

Un adhérent de CAEN

avis à la population

• SUITE DE LA PAGE 2

• CONFERENCES SCIENTIFIQUES

Parmi les conférences scientifiques annoncées pour les prochains mois, deux nous semblent pouvoir particulièrement intéresser nos lecteurs :

• "L'histoire de l'Univers", par **Hubert Reeves**, du C.N.R.S., le jeudi 24 février à 17 h 30.

• "Origine et évolution de l'homme", par **Henry de Lumley**, professeur au **Muséum national d'histoire naturelle**, le jeudi 10 mars à 17 h 30.

Ces conférences, gratuites, ont lieu dans le Grand Auditorium de l'Université Paul Sabatier, bâtiment administratif, 118 route de Narbonne.

• VOIR

• "La rançon du croisé": Passé maître es *comedia del'Arte*, le "Lazzi théâtre" fera tourner sa dernière création dans la région les mois prochains. Un rythme soutenu, des personnages drôlatiques, des cascades de jeux de mots, d'allusions malicieuses ou perfides ont déclenché des salves d'un rire libérateur chez tous ceux qui ont eu la chance d'assister à la première série de représentations. Et comme les spectacles du Lazzi, tels les bons vins, se bonifient généralement avec le temps, les prochains spectateurs n'ont pas fini de rigoler...

• "Utopia": Au 24 rue Montardy (ex *Rio*) s'ouvre une salle d'art et d'essai au nom bien sympathique, *Utopia*; La programmation est remarquable: "Un ange à ma table" (sur la schizophrénie), "Raspad" (sur le nucléaire, débat avec le Crie-rad), "L'architecture du chaos" (un aspect du délire nazi), "Un lugar en el mundo" (une histoire de solidarité en Argentine), "Raining stones" (les largués du thatchérisme)... Des places à prix "collectivité" (25 francs) seront disponibles au C.D.E.S.

• BROCHURES du C.D.E.S. :

- "Marx et l'Anarchisme", de Rudolf ROCKER, 15 Francs,
- "Anarchisme & anarcho-

syndicalisme", de Pierre BESNARD, 5 francs,

• "T'as pas 100 balles ?", 10 francs,

• "De la première internationale à l'A.I.T.", 15 francs,

• "Suède : la SAC et le réformisme libertaire", 10 francs.

Port compris. Réduction pour les commandes groupées : 20 % à partir de 10 brochures, 40 % à partir de 20. (voir "Mode d'emploi", p 2)

• VALLEE D'ASPE

Le feuilleton continue. Tandis que des officiels s'énervent, dans un flot de propos délirants, contre les "indésirables" de "La goutte d'eau", des énergumènes sont allés saccager les installations de cette association.

Tristes propos et tristes méthodes qui montrent à quoi en sont réduits les pro-tunnels pour faire triompher leur mauvais droit.

La presse locale s'est surpassée en laissant entendre que les militants de "La goutte d'eau" se sont auto-saccagés pour jeter l'opprobre sur les beaux de la vallée. Un peu plus, et la même presse va finir par affirmer que c'est Petetin lui-même qui creuse subrepticement le tunnel rien que pour pouvoir manifester contre !

• CENETISTEMENT VOTRE

• **Paris** : Pour la première fois, les principales associations libertaires, avec l'appui d'associations amies, avaient décidé d'organiser pour le **11 novembre**, traditionnellement dédié à la célébration de la boucherie de 14-18, une manifestation dont le mot de ralliement était : "**Contre l'ordre militariste, raciste, capitaliste : agir désobéir, être solidaires**"

2 500 à 3 000 ont participé au cortège.

La C.N.T. Historique de la Région Parisienne (Bureau Confédéral de Bordeaux) remercie les 300 sympathisants qui ont accompagné la centaine de militants cénéstistes représentant les syndicats de Paris, Besançon, Rennes et Tours et qui ont permis de faire de cette journée une réussite.

• POUR CONTACTER LA C.N.T. :

SECRETARIAT CONFEDERAL :

• C.N.T.-A.I.T., Vieille Bourse du Travail, 34 et 42 rue de LANDE, 33000 BORDEAUX

SECRETARIATS DE REGION :

• MEDITERRANEE : C.N.T., B.P. 171, 34203 SETE CEDEX

• CENTRE : C.N.T. boîte à lettre N°33, 4 rue d'ARCOLE, 72000 LE MANS

• MIDI-PYRENEES : C.N.T., 7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE

• NORMANDIE : C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN.

• AQUITAINE : C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU CEDEX

NOUVELLES ADRESSES :

• C.N.T.-A.I.T. c/o Y.M. Dusanter, B.P. 426.16, 75769 PARIS CEDEX 16

• C.N.T., 141 rue des BAS VIGNONS, 91110 CORBEIL ESSONNE

• C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX.

• C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A. d'Amiens, rue DEJEAN, 80000 AMIENS

• C.N.T., B.P. 223, 38405 St MARTIN D'HERES CEDEX.

• C.N.T., 1 rue PROUDHON, 29200 BREST

• C.N.T., B.P. 5067, 35061 RENNES.

• C.N.T., B.P. 343, 25207 MONTBELIARD CEDEX

• RECTIFICATIF

Notre précédent numéro (octobre-novembre 93) était daté de ... 1994 ! Voilà ce que c'est que de vouloir être en avance sur son temps.

LA LETTRE DU C.D.E.S

bulletin du réseau

COMBAT SYNDICALISTE

NE VIT QUE DE SES
VENTES ET DE SES
ABONNEMENTS

**N'OUBLIEZ PAS
DE VOUS
ABONNER !**

(VOIR EN PAGE 2)

TCHADOR ... LE RETOUR !

Mesdames et messieurs les profs, vos intransigeances deviennent suspectes.

Nantua, Collège Xavier Bichat, 29 profs sur 32 en grève pour 24 heures parce que 4 gaminettes viennent en classe affligées de ce voile que personne ne trouve indécent sur la tête chenu de Maman Thérèse.

Extrémisme, Intégrisme, Prosélytisme, caractère discriminatoire du voile... ça c'est l'argumentaire du corps enseignant. Nombre de pédagogues ont l'indignation voilée par des mots qui dissimulent mal leur complexe Bernard-Henri-Léviste.

Commentons par éclaircir sans équivoque un point du discours. Les nostalgiques de l'Inquisition, fanatiques du Moyen-âge, accros à la vie éternelle, ... ceux qui au nom de Mohamed, Jésus, Boudha, Jéhova, Grand Manitou, Etre Suprême, Dive Bouteille ou autres tortues Ninja, prétendent à la Vérité Universelle, rêvent de normaliser nos pensées, nos mots, nos sexes, nos amours, nos haines... Tous ceux-là ne sont que les petites cellules vives qui alimentent les virus de la connerie qu'on nomme religions. A les croire, nous ne pouvons que vivre à genoux dans la soumission et la peur de leurs dieux vengeurs. N'allez donc pas chercher dans ma position un quelconque soutien à cet Islam crétinisant où l'homme, pour se conformer à l'image de son Dieu, réduit femmes et petites filles à l'état de bêtes corvéables, d'objets sexuels, et j'en passe?

Mais quand l'ire enseignante détermine aussi *finement* sa cible et s'abat sur de pauvres

gaminettes manipulées, ça devient carrément louche. Et plus encore dans un contexte où le soutien inconditionnel des beaufs et des salauds est acquis s'il s'agit de balancer le "bougnoles" sous les projecteurs.

Et puis, quand on se réclame de la Laïcité, des Droits de l'Homme, il y aurait intérêt à se montrer un chouïa moins sélectif dans ses "luttres"...

durières, de rackets minables et crapuleux, de violences sexuelles dans les chiottes... ? Souvent, *ils n'ont pas vu*, les profs, *ils n'étaient pas là...* !

Pour expliquer votre attitude, deux hypothèses, amis éducateurs de Nantua, soit votre "lutte" relève d'une xénophobie latente, soit vous êtes authentiquement préoccupés par la montée d'un intégrisme virulent et vous voulez y mettre un coup d'arrêt... et dans ce cas, c'est parfaitement con.

Ce sont quatre gaminettes face à vous, quatre gaminettes complètement imprégnées de préjugés absurdes, de contre-vérités, de soumission à l'ordre patriarcal, doublement exposées de par leur origine et le choix religieux de leur parent au racisme



(d'après Soeur Marie Thérèse des Batignoies)

Quelles actions mènent les enseignants en cause quand les gaminettes des familles cathos se font les VRP de "Vérité Splendor" et dénoncent pêle-mêle avortement, contraception, capote ... Quelles actions lorsque les gosses de lepénistes recrachent le venin de papa-maman dans les salles de cours ? Quelles actions encore quand une convention Armée - Ecole amène dans les classes de curieux enseignants en tenue de combat ?

Quelle indignation lorsque les municipalités, par le biais des Centres de loisir, abusent des enfants en les couvrant de gadgets à la gloire d'un mouvement, d'une association contrôlée par le parti en place ?

Et quand des petites Africaines se font exciser, quand les cours d'écoles et de collèges retentissent de claques dans la gueule, d'insultes racistes ou or-

imbécile et brutal (pléonasme) des boeufs aujourd'hui triomphants.

Que vos idéaux humanistes doivent être dévalués, pour que vous n'accordiez plus aucune place au dialogue !

Parce que libertaire, je considère que toute victime d'une quelconque oppression mérite, a minima, notre écoute attentive, même si elle reproduit les schémas qui l'oppressent.

C'est la validité de nos idées et pas les grands coups de pied dans le cul qui, peut-être, un jour, rassemblera toutes les victimes dans un projet de société plus tolérante. Les coups de pied au cul, *capitalisons-les* avec l'espoir lointain de les décerner aux authentiques salauds, qui, en pleine conscience, n'agissent que pour préserver leurs privilèges et étancher leur soif de pouvoir.

Xavier